

463  
408

Mémorial  Memorial  
du des  
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtum Luxemburg.

Samedi, 10 juin 1939

N° 41

Samstag, 10. Juni 1939

Loi du 3 juin 1939, concernant le Statut disciplinaire du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 9 mai 1939 et celle du Conseil d'Etat du 19 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** Les art. 44, 49, 51 et 52 de la loi du 10 août 1912 sur l'organisation de l'enseignement primaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 44. — Les art. 12, 25, 29, 35 et 36 de la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires, les art. 5, 6, 7 et 8 de la loi du 14 juillet 1932, modifiant et complétant la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires ainsi que la loi du 14 avril 1934 concernant les cumuls sont applicables aux membres du personnel enseignant. Les autorisations de cumul prévues dans la loi du 14 avril 1934 sont accordées par le collège échevinal avec l'approbation du Gouvernement.

Art. 49. — Les peines disciplinaires applicables au personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures sont :

- 1° l'avertissement ;
- 2° la réprimande ;
- 3° la retenue de traitement avec ou sans réprimande. La retenue ne peut pas dépasser le montant du traitement d'un mois ;

Gesetz vom 3. Juni 1939, betr. das Disziplinarstatut des Lehrpersonals der Primär- und Oberprimärschulen.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 9. Mai 1939 und derjenigen des Staatsrates vom 19. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

**Einziges Artikel.** Die Art. 44, 49, 51 und 52 des Gesetzes vom 10. August 1912 über die Organisation des Primärunterrichts werden durch die nachfolgenden Bestimmungen ersetzt :

Art. 44. Die Art. 12, 25, 29, 35 und 36 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten, die Art. 5, 6, 7 und 8 des Gesetzes vom 14. Juli 1932 betr. Abänderung und Vollständigung des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten, sowie das Gesetz vom 14. April 1934 betr. die Nebenbeschäftigungen, sind auf das Lehrpersonal anwendbar. Die im Gesetz vom 14. April 1934 vorgeesehenen Ermächtigungen für Nebenbeschäftigungen werden vom Schöffenrat unter Genehmigung der Regierung erteilt.

Art. 49. Die auf das Lehrpersonal der Primär- und Oberprimärschulen anwendbaren Disziplinarstrafen sind :

- 1. die Mahnung ;
- 2. der Verweis ;
- 3. der Gehaltsabzug mit oder ohne Verweis. Der Abzug darf den Betrag eines Monatsgehältes nicht übersteigen ;

4° la suspension des majorations de traitement triennales dans les conditions fixées par l'art. 6 de la loi du 6 mai 1920 concernant la revision et la majoration des traitements du personnel enseignant des écoles primaires et primaires supérieures ;

5° la mise en disponibilité : Le membre du personnel enseignant mis en disponibilité obtient un traitement de disponibilité égal à la pension qui correspondrait à ses années de service. La dépense en incombera à l'Etat et à la commune intéressée dans la proportion fixée par l'art. 4 de la loi du 9 août 1921. La durée de la mise en disponibilité peut être limitée ou non. Elle ne peut, en aucun cas, dépasser deux ans. Si, à l'expiration de ce terme, le membre du personnel enseignant n'a pas été réintégré dans ses fonctions, il est de plein droit démissionné. Il lui est loisible, dans ce cas, après que la peine de la mise en disponibilité aura cessé ses effets, de solliciter un emploi dans une autre commune. Le membre du personnel enseignant mis en disponibilité est remplacé dans ses fonctions par un suppléant temporaire. Les frais de remplacement seront supportés par l'Etat et par la commune intéressée. La commune y contribuera pour un montant égal à la différence entre sa part dans le paiement du traitement ordinaire et cette même part dans le paiement du traitement de disponibilité. Le restant des frais sera à la charge de l'Etat :

6° la révocation, laquelle emporte de plein droit la perte des fonctions et des droits à la pension ;

7° l'interdiction temporaire ou perpétuelle d'enseigner.

Art. 51. — Les peines de l'avertissement et de la réprimande peuvent être appliquées par les membres de l'inspection, sauf recours au Ministre de l'instruction publique dans les huit jours de la notification de la décision attaquée.

Elles peuvent être appliquées aussi par le Ministre de l'Instruction publique ou par le conseil communal ; dans ce dernier cas, il est ouvert un recours au Ministre de l'Instruction publique dans les huit jours de la notification de la décision attaquée.

La faculté d'appliquer les peines énumérées sous les nos 3, 4, 5 et 6 de l'art. 49 appartient au Ministre de l'Instruction publique ou au conseil

4. der Aufschub der dreijährigen Gehaltszulagen, unter den in Art. 6 des Gesetzes vom 6. Mai 1920, betr. Neuordnung und Aufbesserung der Gehälter des Lehrpersonals der Primär- und Oberprimärschulen, vorgesehenen Bedingungen ;

5. die Disponibilität. Die in Disponibilität versetzte Lehrperson erhält ein Disponibilitätsgehalt, das der ihren Dienstjahren entsprechenden Pension gleichkommt. Die hieraus entstehende Ausgabe wird vom Staat und von der in Frage kommenden Gemeinde in dem durch Art. 4 des Gesetzes vom 9. August 1921 festgesetzten Verhältnis getragen. Die Dauer der Disponibilität kann begrenzt oder unbegrenzt sein. In keinem Falle darf sie zwei Jahre überschreiten. Wenn nach Ablauf dieser Frist die Lehrperson nicht wieder in den Dienst eingestellt worden ist, so ist sie ohne weiteres entlassen. Es steht ihr in diesem Falle frei nach Auswirkung der verhängten Strafe in einer anderen Gemeinde eine Anstellung nachzusehen. Die in Disponibilität versetzte Lehrperson wird in ihrem Amte durch eine zeitweilige Hilfsperson ersetzt. Die Kosten dieser Ersetzung werden vom Staat und der in Betracht kommenden Gemeinde getragen. Die Gemeinde trägt dazu bei für einen Betrag, der dem Unterschied zwischen ihrem Anteil an dem gewöhnlichen Gehalte und demselben Anteil an dem Disponibilitätsgehalte gleichkommt. Der Kostenüberschuß verbleibt zu Lasten des Staates.

6. Die Absetzung, die den rechtlichen Verlust des Amtes und der Pensionsberechtigung nach sich zieht ;

7. das zeitweilige oder definitive Lehrverbot.

Art. 51. Die Strafen der Mahnung und des Verweises können von den Mitgliedern des Inspektorates verhängt werden, vorbehaltlich der Berufung an den Minister des öffentlichen Unterrichts, die innerhalb acht Tagen nach Zustellung der beanstandeten Entscheidung zu erfolgen hat.

Dieselben Strafen können auch durch den Minister des öffentlichen Unterrichts oder durch den Gemeinderat ausgesprochen werden ; in letzterem Falle ist eine Berufung beim Minister des öffentlichen Unterrichts binnen acht Tagen nach Zustellung des beanstandeten Beschlusses zulässig.

Das Recht, die unter Nr. 3, 4, 5 und 6 des Art. 49 aufgezählten Strafen zu verhängen, steht dem Minister des öffentlichen Unterrichts oder dem Gemein-

communal sous l'approbation du Ministre de l'Instruction publique. L'application de ces peines a lieu après avis du Conseil de discipline institué par l'art. 7 de la loi du 14 juillet 1932, modifiant et complétant la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires. Le Conseil de discipline procédera dans les formes tracées par le même art. 7.

Le membre du personnel enseignant frappé de la peine sub 3<sup>o</sup> de l'art. 49 peut, dans les huit jours de la notification de la décision, prendre son recours : si la mesure émane du Ministre de l'Instruction publique, au Conseil du Gouvernement,

si elle émane du conseil communal, au Ministre de l'Instruction publique.

L'application des peines énumérées sous les nos 4, 5 et 6 ci-dessus donne lieu à un recours au Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, qui statue avec juridiction directe.

La peine de l'interdiction d'enseigner est appliquée par les tribunaux conformément à l'art. 53 ci-après.

Art. 52. — Le même fait répréhensible ne fera l'objet que d'une seule peine à décréter par l'une des autorités ou l'un des fonctionnaires prédésignés.

Les punitions disciplinaires sont notifiées au Ministre de l'Instruction publique par l'autorité ou le fonctionnaire qui les a appliquées.

Dans la limite de sa compétence, le Ministre de l'Instruction publique peut toujours appliquer une peine plus sévère sans que le membre inculqué du personnel enseignant puisse se prévaloir de la chose jugée.

Les décisions judiciaires intervenues sur l'action publique exercée contre un membre du personnel enseignant ne forment pas obstacle à l'application des peines disciplinaires.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 3 juin 1939.

Charlotte.

Le Ministre de l'Instruction publique,  
Nic. Margue.

derat mit Genehmigung des Ministers des öffentlichen Unterrichts zu. Die Anwendung dieser Strafen erfolgt auf ein Gutachten des Disziplinarrates der durch Art. 7 des Gesetzes vom 14. Juli 1932 betr. Abänderung und Bervollständigung des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten geschaffen wurde. Der Disziplinarrat verfährt nach den in demselben Art. 7 festgelegten Regeln.

Die mit der Strafe unter Nr. 3 des Art. 49 belegte Lehrperson kann, binnen acht Tagen nach der Zustellung des Entscheides, Berufung einlegen, und zwar: beim Regierungs-Rat, wenn die Maßregel vom Minister des öffentlichen Unterrichts ausgeht; beim Minister des öffentlichen Unterrichts, wenn sie vom Gemeinderat ausgeht.

Gegen die Anwendung der oben unter Nr. 4, 5 und 6 aufgezählten Strafen ist eine Berufung beim Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, zulässig, der mit direkter Jurisdiktion entscheidet.

Das Lehrverbot wird von den Gerichten gemäß den nachstehenden Bestimmungen des Art. 53 ausgesprochen.

Art. 52. Eine und dieselbe straffällige Handlung darf nur zu einer einzigen Strafe seitens einer der vorerwähnten Behörden oder eines der vorgenannten Beamten Anlaß geben.

Die Disziplinarstrafen werden dem Minister des öffentlichen Unterrichts durch die Behörde oder den Beamten, welcher sie verhängt hat, zur Kenntnis gebracht.

Der Minister des öffentlichen Unterrichts kann jederzeit in den Grenzen seiner Zuständigkeit eine strengere Maßregel treffen, ohne daß die beschuldigte Lehrperson die abgeurteilte Rechtsache geltend machen könnte.

Die auf die öffentliche Klage gegen eine Lehrperson erfolgten gerichtlichen Entscheidungen stehen der Anwendung der Disziplinarstrafen nicht im Wege.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 3. Juni 1939.

Charlotte.

Der Minister des öffentlichen Unterrichts,  
Nic. Margue.

**Loi du 3 juin 1939, concernant une modification de l'art. 108 du Code de commerce.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 108 du Code de commerce ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 9 mai 1939 et celle du Conseil d'Etat du 19 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

**Article unique.** Les dispositions de l'art. 108 du Code de commerce sont remplacées par le texte suivant :

Les actions pour avaries, pertes ou retards, auxquelles peut donner lieu contre le voiturier, le contrat de transport, sont prescrites dans le délai d'un an, sans préjudice des cas de fraude ou d'infidélité ;

toutes les autres actions auxquelles ce contrat peut donner lieu, tant contre le voiturier ou le commissionnaire que contre l'expéditeur ou le destinataire, aussi bien que celles qui naissent des dispositions de l'art. 541 du Code de procédure civile, sont prescrites dans le délai de deux ans ;

le délai de prescription est compté, dans le cas de perte totale, du jour où la remise de la marchandise aurait dû être effectuée et dans tous les autres cas, du jour où la marchandise aura été remise ou offerte au destinataire ;

le délai pour intenter chaque action récursoire est d'un mois du jour de l'exercice de l'action contre e garanti.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 3 juin 1939.

Charlotte.

Le Ministre des Transports a. i.,  
René Blum.

**Gesetz vom 3. Juni 1939, betreffend Abänderung des Art. 108 des Handelsgesetzbuches.**

Nir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 108 des Handelsgesetzbuches ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 9. Mai 1939 und derjenigen des Staatsrates vom 19. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

**Einziges Artikel.** Die Bestimmungen des Art. 108 des Handelsgesetzbuches werden durch folgenden Text ersetzt :

Klagen wegen Beschädigung, Verlust oder Verzug zu welchen der Frachtvertrag gegen den Beförderer Anlaß geben kann, verjähren in einem Jahr, unbeschadet der Fälle von Betrug und Untreue ;

alle anderen Klagen zu welchen dieser Vertrag Anlaß geben kann, sei es gegen den Beförderer oder den Kommissionär, sei es gegen den Absender oder den Empfänger, sowohl als diejenigen auf Grund der Bestimmungen des Art. 541 der Zivilprozessordnung, verjähren in zwei Jahren ;

im Falle gänzlichen Verlustes wird die Verjährungsfrist von dem Tage an gerechnet, wo die Übergabe der Ware hätte erfolgen müssen, und in allen andern Fällen von dem Tage an, wo die Ware dem Empfänger übergeben oder angeboten wurde ;

die Frist zur Erhebung jeder Rückgriffklage beträgt einen Monat vom Tage der Erhebung der Klage gegen den Verbürgten.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 3. Juni 1939.

Charlotte.

Der Verkehrsminister a. i.,  
René Blum.

**Circulaire du 8 juin 1939 aux administrations communales relative à l'organisation des écoles pour l'année scolaire 1939—1940.**

**Travail organique.** — Conformément aux art. 20 et 61 de la loi scolaire et au règlement du 12 juin 1919, les administrations communales auront à délibérer, dans le courant du mois de juin, sur l'organisation des écoles primaires, des écoles primaires supérieures et des cours postsecondaires de leur ressort pour l'année scolaire 1939—1940.

Pour les écoles primaires, une organisation-type a été arrêtée en 1937. Elle restera en vigueur jusqu'à la clôture de l'année scolaire 1940—1941. Les administrations communales n'en sont pas moins tenues à se prononcer, dans une délibération spéciale, sur la question de savoir si cette organisation est à maintenir telle quelle ou s'il y a lieu de la modifier en quelque point. Un changement du temps de classe, par exemple, s'impose au cas où, dans les localités rurales, un cours postsecondaire diurne est supprimé parce que le nombre des élèves est insuffisant ou qu'un cours diurne doit être nouvellement introduit. Il est inadmissible que telle section continue à faire chômer les classes pendant deux après-midi, par semaine, alors qu'il n'y a plus de cours postsecondaires ou que ces cours ont lieu dans la soirée. Les délibérations additionnelles, qui seront soumises en trois exemplaires à l'autorité supérieure, doivent être accompagnées des pièces énumérées dans la circulaire organique du 12 mai 1938 (*Mémorial*, p. 482, al. 3).

Par suite de l'introduction d'un nouveau plan d'études général dans les écoles primaires supérieures du Grand-Duché il devra être procédé à l'élaboration d'une nouvelle organisation-type, qui restera elle aussi en vigueur jusqu'à la fin de l'année scolaire 1940—1941. Cette organisation sera établie d'après les indications du formulaire spécial qui sera mis à la disposition des communes sièges d'une école primaire supérieure. Les délibérations additionnelles prévues par la circulaire ministérielle du 10 février 1939 (*Mémorial*, p. 167 et 168) doivent être prises dès la rentrée des classes, aussitôt que les propositions du titulaire et l'avis de l'inspecteur sont parvenues à l'administration communale. Un crédit spécial est à inscrire pour les cours complémentaires et régionaux. Le travail organique et les délibérations spéciales relatives aux écoles pri-

**Rundschreiben vom 8. Juni 1939 an die Gemeindeverwaltungen betreffend die Einrichtung der Primärschulen für das Jahr 1939—1940.**

**Organische Beratung.** — Gemäß Art. 20 und 61 des Schulgesetzes und dem Reglement vom 12. Juni 1919, müssen die Gemeindeverwaltungen im Laufe des Monats Juni über die Einrichtung ihrer Primärschulen, Oberprimärschulen und Fortbildungskurse für das Jahr 1939—1940 beraten.

Für die Primärschulen ist im Jahre 1937 eine Grundorganisation aufgestellt worden, welche bis zum Schluß des Schuljahres 1940—1941 in Kraft bleiben wird. Nichtsdestoweniger haben die Gemeindeverwaltungen in einer besonderen Beratung darüber zu befinden, ob diese Grundorganisation unverändert beizubehalten ist oder ob sie irgendwie umgestaltet werden soll. So z. B. ist es unumgänglich notwendig, eine Änderung der Schulstunden vorzunehmen, wenn in Landortschaften eine Tagesfortbildungskursus wegen ungenügender Schülerzahl wegfällt, oder wenn ein solcher Kursus neu eingeführt werden soll. Es darf nicht vorkommen, daß in manchen Sektionen die Schulen während 2 Nachmittagen in der Woche feiern, obschon Fortbildungskurse entweder nicht mehr bestehen oder abends abgehalten werden. Die zusätzlichen Beratungen sind der Oberbehörde nebst den im Rundschreiben vom 12. Mai 1938 aufgezählten Schriftstücken (Mem. S. 482, Abschn. 3) in dreifacher Ausführung zuzustellen.

Infolge der Einführung eines neuen allgemeinen Studienplanes in den Oberprimärschulen des Großherzogtums muß eine neue Grundorganisation ausgearbeitet werden, welche ebenfalls bis zum Schluß des Schuljahres 1940—1941 in Kraft bleiben wird. Sie ist nach den Angaben des besonderen Formulars aufzustellen, welches den Gemeinden, die eine Oberprimärschule besitzen, zur Verfügung gestellt wird. Die durch min. Rundschreiben vom 10. Februar 1939 (Mem. S. 167 und 168) vorgesehenen zusätzlichen Beratungen müssen sofort nach Schulbeginn stattfinden, sobald die Vorschläge des Lehrpersonals und das Gutachten des Schulinspektors der Gemeindeverwaltung zugegangen sind. Für die Ergänzungs- und Regionalkurse ist ein Spezialkredit einzusehen. Die organische Beratung und die die Oberprimärschulen betreffenden

maires supérieures sont à présenter en triple exemplaire.

Certaines administrations communales ne délibèrent sur les *cours post-scolaires* qu'à l'époque de l'ouverture de ces cours. Ce procédé est contraire aux dispositions formelles du règlement du 12 juin 1919 et comporte de graves inconvénients pour la bonne marche de l'enseignement. Si l'effectif d'au moins trois élèves n'est pas atteint, le cours est supprimé et les élèves de première année sont astreints à fréquenter en compensation la 8<sup>m</sup>e année d'études depuis la première journée de classe jusqu'aux vacances de Pâques. Si, par suite du retard apporté à l'élaboration du travail organique des cours post-scolaires, ces enfants n'entrent à l'école que vers la Toussaint, il leur sera impossible de rattraper les deux mois de classe perdus et de progresser avec leurs condisciples.

**Dispenses de fréquentation scolaire.** — En présence des nombreuses dispenses de fréquentation post-scolaire qui sont sollicitées chaque année, notamment en faveur d'enfants qui changent de résidence, je me vois obligé de rappeler aux administrations communales que la loi scolaire ne prévoit pas de dispense totale pour la fréquentation post-scolaire et que les délibérations qui en proposent l'octroi, ne sauraient être approuvées. Les enfants du plat pays qui sortent de l'école primaire après sept années d'études consécutives et qui veulent se fixer ou entrer en condition dans une localité où la huitième année d'études est obligatoire, doivent rentrer à l'école primaire de leur nouvelle résidence; ceux qui auront déjà fait un semestre supplémentaire en compensation de la première année d'enseignement post-scolaire sont tenus de faire la deuxième année aux cours post-scolaires de leur nouvelle résidence; enfin, dans les villes qui ont prolongé l'obligation post-scolaire jusqu'à l'âge de 15 ans, les enfants du plat pays sont astreints aux mêmes obligations que les enfants des villes en question, à moins qu'ils ne justifient par un certificat qu'ils ont fréquenté effectivement, pendant deux années, les cours post-scolaires de leur localité d'origine. Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, il importe que l'inspecteur soit informé en temps utile de tout changement de résidence d'un enfant de l'âge post-scolaire.

Je tiens à rappeler à ce propos aux Commissions

Sonderberatungen müssen in dreifacher Ausführung vorgelegt werden.

Manche Gemeindeverwaltungen beraten erst über die Fortbildungskurse, wenn diese beginnen sollen. Dieses Vorgehen verstößt gegen die ausdrücklichen Bestimmungen des Reglementes vom 12. Juni 1919. Es hat große Nachteile für eine reibungslose Abwicklung des Schulunterrichts. Sowie nicht wenigstens 3 Schüler vorhanden sind, wird der Fortbildungskursus aufgehoben und die Schüler des ersten Jahrganges müssen zum Ausgleich das 8. Schuljahr besuchen, und zwar vom ersten Schultage an bis zu den Osterferien. Wenn die betreffenden Kinder wegen der zu spät aufgestellten organischen Beratung der Fortbildungskurse die Schule erst gegen Allerheiligen besuchen, können sie unmöglich die 2 Monate verlorener Schulzeit nachholen und mit ihren Mitschülern gleichen Schritt halten.

**Dispens vom Schulbesuch.** — Angesichts der zahlreichen Fortbildungsschuldienste, welche alljährlich, namentlich für die ihren Wohnort wechselnden Kinder nachgesucht werden, sehe ich mich gezwungen, die Gemeindeverwaltungen daran zu erinnern, daß das Schulgesetz eine gänzliche Befreiung vom Fortbildungsunterricht nicht vorsieht und deshalb die eine solche Dispens vorschlagenden Beratungen nicht genehmigt werden können. Kinder des flachen Landes welche die Primärschule während sieben aufeinanderfolgender Jahre besucht haben und darauf in einer Ortschaft ansässig werden oder in Dienst treten in der das 8. Schuljahr obligatorisch ist, müssen die Primärschule ihres neuen Wohnortes bis zum Erlöschen ihrer Schulpflicht besuchen; jene die als Ausgleich für das erste Fortbildungsschuljahr schon ein Zusatzsemester nachweisen, müssen während des zweiten Jahres die Fortbildungsschule ihres neuen Wohnortes besuchen; in den Städten, wo die Fortbildungsschulpflicht bis zum Alter von 16 Jahren verlängert worden ist, haben die Kinder des flachen Landes dieselben Verpflichtungen wie die Kinder der betreffenden Städte, es sei denn, daß sie durch ein Zeugnis nachweisen, daß sie die Fortbildungskurse ihres Heimortes während zwei Jahren besucht haben. Um die Ausführung dieser Vorschriften zu gewährleisten, muß der Schulinspektor bei Zeiten über die Wohnortveränderung der fortbildungsschulpflichtigen Kinder unterrichtet werden.

Ich erinnere bei diesem Anlaß die Lokal-Schulkom-

scolaires la portée de l'art. 7 de la loi, concernant les dispenses de fréquentation scolaire qu'elles sont appelées à accorder. Les limites fixées par la circulaire du 27 mai 1929 (*Mémorial*, p. 426) ne devront pas être dépassées et les commissions scolaires voudront s'abstenir d'accorder à un même élève des dispenses pour un total de plus de cinq jours pendant la durée d'une année scolaire. Toute demande en dispense ultérieure est à transmettre à l'inspecteur ou au conseil communal, suivant les règles tracées par l'art. 7 de la loi scolaire.

**Nominations du personnel enseignant.** — A la rentrée de 1938, la nomination tardive des nouveaux titulaires d'écoles vacantes a provoqué des irrégularités. Je prie instamment les administrations communales, surtout celles des villes et des centres du bassin minier, de compléter leur personnel enseignant autant que possible dès le début des vacances d'automne, et même pendant les dernières semaines de l'année scolaire, afin que le mouvement du personnel puisse être achevé pour la fin du mois d'août. Aucun membre du personnel enseignant ne pourra plus quitter son poste après la rentrée des classes.

**Congés pour convenances personnelles.** — Conformément à l'art. 6 de l'arrêté g.-d. du 10 avril 1937, l'octroi d'un congé pour convenances personnelles est subordonné à une autorisation écrite de la part du bourgmestre. L'instituteur doit immédiatement en informer l'inspecteur. Pour une absence de plus de deux jours, l'autorisation préalable de l'inspecteur est requise en dehors de celle du bourgmestre. Il est arrivé que des instituteurs ont sollicité, en dehors des vacances et congés réglementaires, un congé pour assister à des manifestations de sociétés : fêtes, excursions, concours, congrès etc. Dans l'intérêt du bon fonctionnement des classes, les congés demandés à ces fins sont à refuser, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas exceptionnel, touchant des questions importantes d'enseignement.

**Occupation des garçons pendant le cours de couture aux écoles mixtes.** — Dans les écoles mixtes dirigées par des instituteurs, les garçons doivent faire pendant la leçon de couture, sous la direction du maître, une excursion, équivalant à une classe en plein air, du moment que le temps le permet. Les

missions an die Tragweite des Art. 7 des Schulgesetzes, betreffend die Schuldispense die sie zu gewähren haben. Die durch Rundschreiben vom 27. Mai 1929 (Mem. S. 426) festgesetzten Grenzen dürfen nicht überschritten werden. Die Schulkommissionen sollen ein und demselben Schüler nicht mehr als 5 freie Tage während des Schuljahres bewilligen. Jedes weitere Dispensgesuch muß dem Schulinspektor oder dem Gemeinderat vorgelegt werden, gemäß den durch Art. 7 des Schulgesetzes vorgesehenen Grundätzen.

**Ernennungen des Lehrpersonals.** — Beim lehrjährigen Schulbeginn hat die zu spät erfolgte Ernennung neuer Lehrpersonen an vakante Stellen Unregelmäßigkeiten hervorgerufen. Ich bitte dringend alle Gemeindeverwaltungen, besonders die der Städte und der größeren Ortschaften des Erzbeckens, ihr Lehrpersonal tunlichst sofort bei Beginn der Herbstferien, wenn möglich sogar während der letzten Wochen des Schuljahres zu ergänzen, damit die Verfehlungen des Lehrpersonals Ende August abgeschlossen sind. Nach Schulbeginn darf keine Lehrperson mehr ihren Posten verlassen.

**Urlaub für persönliche Angelegenheiten.** — Gemäß Art. 6 des Großh. Beschlusses vom 10. April 1937, wird Urlaub für persönliche Angelegenheiten nur auf eine schriftliche Ermächtigung des Bürgermeisters hin gewährt. Der Lehrer muß den Schulinspektor sofort benachrichtigen. Für eine Abwesenheit von mehr als 2 Tagen ist die vorherige Ermächtigung des Schulinspektors, außer jener des Bürgermeisters, erfordert. Es ist vorgekommen, daß Lehrer außerhalb der reglementarischen Ferien Urlaub nachsuchten um sich an Vereinsveranstaltungen, Festen, Ausflügen, Wettbewerben, Kongressen usw. zu beteiligen. Im Interesse eines geordneten Unterrichtsganges muß der dieserhalb verlangte Urlaub verweigert werden, außer es handle sich um Ausnahmefälle, die mit wichtigen Unterrichtsfragen zusammenhängen.

**Beschäftigung der Knaben während der Nähstunde in den gemischten Schulen.** — In den von Lehrern geleiteten gemischten Schulen müssen die Knaben während der Nähstunde einen Ausflug machen, der einer Schulstunde im Freien gleichkommt. Diese Ausflüge geschehen unter Leitung des Lehrers

476  
500

matières traitées pendant ces excursions doivent être renseignées au journal à la page réservée à cet usage. L'inspecteur doit être informé de toute excursion qui n'a pas lieu. Les autorités scolaires locales voudront tenir la main à ce que ces leçons en plein air se fassent régulièrement; le titulaire qui s'en dispense sans motif valable s'expose à des peines disciplinaires. Dans les écoles mixtes dirigées par des institutrices, les garçons doivent être occupés utilement pendant le cours de couture donné aux filles; en aucun cas ils ne pourront être licenciés pendant ces leçons.

**Ouvrages périscolaires.** — Dans certaines villes, les œuvres périscolaires (bains, douches, cliniques dentaires, visites des médecins scolaires ou des infirmières) empiètent toujours davantage sur le temps de classe. Les autorités scolaires signalent des cas où des élèves sont convoqués et attendent durant des heures l'arrivée du médecin. Cette pratique est contraire à l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 21 janvier 1919, concernant l'inspection médicale des écoles, et au surplus elle est préjudiciable à la bonne marche des études. J'invite les administrations communales intéressées à faire procéder à l'examen médical à la sortie de la classe du matin ou de l'après-midi. Il en est de même des douches scolaires qui sont surveillées par le personnel enseignant. Ces douches doivent être prises à l'issue de la classe, d'autant plus que beaucoup d'enfants n'y participent pas et que, d'autre part, le personnel enseignant chargé de la surveillance touche de ce chef des indemnités spéciales.

**Cinéma scolaire.** — A la suite des recommandations e la circulaire du 12 mai 1938, un certain nombre de communes ont introduit le cinéma scolaire dans leurs écoles. Je rappelle aux administrations communales que le Gouvernement est disposé à subsidier l'acquisition d'appareils cinématographiques pour les écoles rurales dans les limites des crédits budgétaires, afin de généraliser l'emploi du film instructif et éducatif dans notre enseignement primaire et post-scolaire. Les demandes de subsides devront indiquer le type exact et le prix de l'appareil à acquérir.

**Collaboration des élèves à la vente de fleurs, de**

und bei günstiger Witterung. Der bei diesen Ausflügen behandelte Lehrstoff wird auf der diesbezüglichen Seite des Schulregisters eingetragen. Der Schulinspektor muß von jedem ausgefallenen Ausflug benachrichtigt werden. Die Lokalschulbehörden sollen dafür Sorge tragen, daß diese Lehrausflüge regelmäßig abgehalten werden; die Lehrperson, die dafür verantwortlich ist, daß sie ohne triftigen Grund ausfallen, setzt sich Disziplinarstrafen aus. In den von Lehrerinnen geleiteten gemischten Schulen müssen die Knaben während der Rüststunden nützlich beschäftigt werden. Keinesfalls dürfen sie während dieser Stunden nach Hause geschickt werden.

**Nebenbetriebe der Schule.** — In gewissen Städten nehmen die Nebenbetriebe der Schule wie Bäder, Brausen, Zahnklinik, Schularzt- oder Pflegerinnenbesuch, in steigendem Maße die Schulzeit in Anspruch. Die Schulbehörden machen Fälle namhaft, wo Schüler Stundenlang auf die Ankunft des Arztes warten müssen. Dieses Verhalten verstößt gegen Art. 5 des ministeriellen Beschlusses vom 21. Januar 1919, über die ärztliche Untersuchung in der Schule, und überdies schädigt es den Schulbetrieb. Ich ermahne die betreffenden Gemeindeverwaltungen, die ärztliche Untersuchung nach dem vor- oder nachmittägigen Schulschluß vornehmen zu lassen. Das Gleiche gilt für die vom Lehrpersonal überwachten Schulbäder. Diese Bäder müssen nach Schulschluß genommen werden, umso mehr als viele Kinder sich nicht daran beteiligen und das mit der Überwachung betraute Lehrpersonal für diese Arbeitsleistung Sonderentschädigungen bezieht.

**Schulkino.** — Auf die Empfehlungen meines Rundschreibens vom 12. Mai 1938 hin haben manche Gemeinden das Schulkino in ihren Schulen eingeführt. Ich erinnere die Gemeindeverwaltungen daran, daß die Regierung bereit ist, im Rahmen der verfügbaren Kredite die Anschaffung der Kinos für Landschulen durch Zuschüsse zu fördern, um die Verwendung des Unterrichtsfilms mit belehrendem und erziehendem Charakter in unserm Primär- und Fortbildungsunterricht zu verallgemeinern. Die Gesuche für Zuschüsse müssen genaue Angaben über den Typ und den Preis des zu beschaffenden Apparates enthalten.

**Beteiligung der Schulkinder am Verkauf von**



**timbres et de billets de loterie.** — Cette collaboration a donné lieu à des critiques qui n'étaient pas toujours dénuées de fondement. Tout le monde peut facilement se procurer les timbres caritas soit au bureau des postes, soit auprès des facteurs. Quant aux billets de loterie et aux insignes vendus à l'occasion de fêtes de bienfaisance, les œuvres en question voudront recourir à l'avenir aux services des associations de jeunesse plutôt qu'à ceux des enfants de l'âge scolaire. Les instituteurs et institutrices ne manqueront cependant pas d'exposer à leurs jeunes élèves le but éminemment philanthropique des œuvres d'assistance sociale et d'hygiène du pays et d'engager les élèves et, par leur intermédiaire, leurs familles à s'associer, en ces jours de charité publique, au mouvement général de générosité pour mieux venir en aide aux malheureux et aux déshérités.

Luxembourg, le 8 juin 1939.

*Le Ministre de l'Instruction Publique,*  
**Nic. Margue.**

**Avis. — Téléphones.**

En exécution de la Convention Internationale des Télécommunications de Madrid 1932, l'arrangement reproduit au *Mémorial* n° 9 du 29 février 1928 et concernant les conditions d'organisation et de fonctionnement du service téléphonique entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse, est annulé d'un commun accord. — 5 juin 1939.

**Avis. — Postes.** — Par résolution des administrations de l'Union postale universelle, prise en conformité du chapitre III de la Convention postale du Caire, il a été ajouté à l'art. 162, § 1, du Règlement de la dite Convention un nouvel alinéa ainsi conçu :

« L'obligation de former des sacs distincts pour les « lettres et cartes postales » et pour les « autres objets » ne s'applique pas aux dépêches dont le poids brut total n'est pas supérieur à 3 kg., c'est-à-dire au poids moyen mis en compte pour les sacs légers en vertu de l'art. 169 ci-après. Chaque administration a donc la faculté, en pareil cas, de réunir tous les objets en un seul sac qui est alors compté comme sac « L C ». Il est bien entendu qu'une telle dépêche ne peut comprendre aucun autre sac donnant lieu au paiement de frais de transit. » — 7 juin 1939.

**Blumen, Freimarken und Lotterielosen.** — Diese Beteiligung hat zu Kritiken Anlaß gegeben, die nicht immer ohne Berechtigung waren. Jedermann kann sich mit Leichtigkeit die Caritasmarken entweder im Postamt oder bei den Briefträgern beschaffen. Für den Absatz von Lotterielosen und den Verkauf von Abzeichen bei Wohltätigkeitsfesten sollen die in Frage kommenden Kreise in Zukunft die Hilfe der Jugendvereine beanspruchen statt wie bisher an die Kinder im schulpflichtigen Alter heranzutreten. Indessen werden die Lehrer und Lehrerinnen es sich nicht nehmen lassen, ihren Schülern die menschenfreundlichen Ziele der Wohltätigkeitswerke mit sozialem und hygienischem Einschlag zu erläutern. Sie werden die Schüler und durch sie ihre Familien dazu bewegen, an den Tagen, an denen an die öffentliche Wohltätigkeit appelliert wird, sich dem allgemeinen Zuge der Großherzigkeit anzuschließen und es zu ermöglichen, den Unglücklichen und Verstoßenen wirksam unter die Arme zu greifen.

Luxemburg, den 8. Juni 1939.

*Der Minister des öffentlichen Unterrichts,*  
**Nic. Margue.**

**Bekanntmachung. — Telephonwesen.**

In Ausführung des Weltnachrichten-Vertrags von Madrid 1932 ist das im „*Memorial*“ Nr. 9 vom 29. Februar 1928 veröffentlichte Abereinkommen, die Organisation und den Betrieb des Fernsprechdienstes zwischen Luxemburg und der Schweiz betreffend, im beiderseitigen Einverständnis aufgelöst. — 5. Juni 1939.

472  
502

**Avis. — Avis aux exportateurs intéressés au marché lithuanien.** — Un arrangement est intervenu, en date du 2 mai 1939, entre les Gouvernements belge et lithuanien au sujet notamment du règlement des créances commerciales de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en Lithuanie.

Par cet arrangement entré en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mai 1939, le Gouvernement lithuanien s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour permettre, en tout état de cause, le règlement des créances commerciales, c'est-à-dire des créances résultant de l'importation en Lithuanie de marchandises d'origine belge ou luxembourgeoise. En conséquence, il fera en sorte que les importateurs en Lithuanie des dites marchandises soient assurés d'obtenir et de pouvoir transférer aux ayants droit à l'étranger, sans délai ni restriction d'aucune sorte, les devises étrangères prévues aux contrats ou la contrevaletur en belgas des montants exprimés en litas. Le Gouvernement lithuanien prend également l'engagement de fournir immédiatement les devises nécessaires à satisfaire tous les besoins de change nés de créances commerciales belges ou luxembourgeoises antérieures au 2 mai 1939 et non encore liquidées à cette date.

L'arrangement précité prévoit, d'autre part, qu'en vue de l'application de ses dispositions, toutes les factures afférentes aux expéditions de marchandises belges et luxembourgeoises vers la Lithuanie devront être soumises au visa de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, préalablement à l'exportation. Ce visa sera subordonné à la production au dit office d'une copie de la licence d'importation délivrée par l'autorité compétente lithuanienne ou de l'autorisation de transfert émise par la commission lithuanienne des devises, suivant que les marchandises à expédier en Lithuanie sont soumises dans ce pays à des restrictions ou libres à l'importation.

L'arrangement précité ne s'applique pas aux marchandises en transit, ni à celles qui ne sont pas produites dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise ou qui n'y sont pas soumises, de l'avis de l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, à un travail suffisant pour leur conférer la nationalité belge ou luxembourgeoise.

**Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce de Luxembourg et de Diekirch, pendant les mois d'avril et de mai 1939.**

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur	Date de la déclaration de créance	Date de la vérification des créances
<i>A. — Luxembourg.</i>						
1	<i>Schröder Jean-Baptiste, boucher à Munsbach.</i>	13. 5.39.	M. Reckinger.	M <sup>e</sup> Franck.	2. 6.39.	19. 6.39.
<i>B. — Diekirch.</i>						
2	<i>Doppelmann Marguerite - Elisabeth, veuve Mich Léon, commerçante et hôtelière à Echternach.</i>	29. 4.39.	M. Leidenbach.	M <sup>e</sup> Marc Delvaux.	14. 5.39.	27. 5.39.
3	<i>Reding Jos.-Nicolas, marchand et boulanger à Troisvierges.</i>	20. 5.39.	M. Leidenbach.	M <sup>e</sup> F. Steichen.	6. 6.39.	21. 6.39.

473  
808

**Circulaire concernant l'alimentation du fonds de dépenses communales pour 1938.**

Les administrations communales sont invitées à verser, avant le 1<sup>er</sup> août prochain, entre les mains du receveur des contributions les sommes indiquées au relevé ci-après pour l'alimentation du fonds de dépenses communales pour l'exercice 1938.

Les quittances de versement seront adressées au contrôleur des contributions, pour être remises au commissaire de district, qui me les fera parvenir avec un relevé en double.

La quittance de la ville de Luxembourg me parviendra directement.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 1939.

*Le Ministre de l'Intérieur a. i.*  
**Jos. Bech.**

**Rundschreiben betreffend die Speisung des Gemeindeausgabefonds für 1938.**

Die Gemeindeverwaltungen werden ersucht, vor dem 1. August künftig beim Steuereintnehmer die in nachstehendem Verzeichnis vermerkten Summen zur Speisung des Gemeindeausgabefonds fürs Jahr 1938 einzuzahlen.

Die Quittungen über diese Einzahlungen werden dem Steuerkontrolleur zugesandt, und von diesem an den Distriktskommissar weiter gegeben; letzterer übermittelt mir die Quittungen mit einer Tabelle in zwei Exemplaren.

Die Quittung der Stadt Luxemburg geht mir direkt zu.

Luxemburg, den 1. Juni 1939.

*Der Minister des Innern, a. i.,*  
**Jos. Bech.**

Noms des communes	Sommes à payer fr.	Noms des communes	Sommes à payer fr.	Noms des communes	Sommes à payer fr.
Ville de Luxembourg ..	875.000	Dudelange .....	215.000	Sandweiler .....	20.000
<i>Canton de Capellen</i>		Esch-s.-Alz. ....	440.000	Schuttrange .....	14.000
Bascharage .....	48.000	Frisange .....	35.000	Steinsel .....	15.000
Clemency .....	10.000	Kayl .....	75.000	Strassen .....	10.000
Dippach .....	5.000	Mondercange .....	11.000	Walferdange .....	23.000
Garnich .....	15.000	Pétange .....	50.000	Weiler-la-Tour .....	12.000
Hobscheid .....	60.000	Reckange .....	25.000	<i>Canton de Mersch.</i>	
Kehlen .....	50.000	Rœser .....	15.000	Berg .....	13.000
Kœrich .....	10.000	Rumelange .....	180.000	Bissen .....	10.000
Kopstal .....	30.000	Sanem .....	35.000	Bœvange .....	18.500
Mamer .....	25.000	Schifflange .....	85.000	Fischbach .....	5.000
Septfontaines .....	12.000	<i>Canton de Luxembg.</i>		Heffingen .....	20.000
Steinfort .....	20.000	Bertrange .....	21.000	Larochette .....	20.000
<i>Canton d'Esch-s.-Alz.</i>		Contern .....	12.500	Lintgen .....	18.000
Bettembourg .....	44.000	Hesperange .....	65.000	Lorentzweiler .....	18.000
Differdange .....	250.000	Niederanven .....	42.500	Mersch .....	85.000
				Nommern .....	5.000
				Tuntingen .....	20.000

474  
~~504~~

<i>Canton de Clervaux.</i>		Bettborn .....	14.000	<i>Canton d'Echternach.</i>	
Asselborn .....	20.000	Bigonville .....	10.000	Beaufort .....	40.000
Bœvange .....	30.000	Ell .....	25.000	Bech .....	12.000
Clervaux .....	40.000	Folschette .....	30.000	Berdorf .....	5.000
Consthum .....	4.000	Grosbous .....	4.000	Consdorf .....	35.000
Hachiville .....	4.000	Perlé .....	30.000	Echternach .....	60.000
Heinerscheid .....	20.000	Redange .....	30.000	Mompach .....	15.000
Hosingen .....	40.000	Saeul .....	8.000	Rospport .....	12.000
Munshausen .....	15.000	Useldange .....	15.000	Waldbillig .....	20.000
Troisvierges .....	25.000	Vichten .....	20.000		
Weiswampach .....	8.000	Wahl .....	7.000	<i>Cant. de Grevenmacher</i>	
		<i>Canton de Wiltz.</i>		Betzdorf .....	15.000
<i>Canton de Diekirch</i>		Boulaide .....	12.000	Biver .....	12.000
Bastendorf .....	12.000	Esch-s.-Sûre .....	20.000	Flaxweiler .....	25.000
Bettendorf .....	45.000	Eschweiler .....	40.000	Grevenmacher .....	48.000
Bourscheid .....	40.000	Gœsdorf .....	10.000	Junglinster .....	20.000
Diekirch .....	100.000	Harlange .....	25.000	Manternach .....	6.000
Ermsdorf .....	18.000	Heiderscheid .....	30.000	Mertert .....	35.000
Erpeldange .....	18.000	Kautenbach .....	7.000	Rodenbourg .....	25.000
Ettelbruck .....	50.000	Mecher .....	20.000	Wormeldange .....	35.000
Feulen .....	10.000	Neunhausen .....	7.000	<i>Canton de Remich.</i>	
Hoscheid .....	10.000	Oberwampach .....	15.000	Bous .....	12.000
Medernach .....	10.000	Wiltz .....	120.000	Burmerange .....	3.500
Mertzig .....	14.000	Wilwerwiltz .....	10.000	Dalheim .....	25.000
Reisdorf .....	7.000	Winseler .....	45.000	Lenningen .....	15.000
Schieren .....	42.000			Mondorf-les-Bains ..	20.000
		<i>Canton de Vianden.</i>		Remerschen .....	7.000
<i>Canton de Redange.</i>		Foulhren .....	5.000	Remich .....	32.000
Arsdorf .....	7.000	Putscheid .....	48.000	Stadtbredimus .....	9.000
Beckerich .....	50.000	Vianden .....	25.000	Waldbredimus .....	5.000
				Wellenstein .....	15.000

**Caisse d'épargne.** — *Déclaration de perte de livrets.* — Aux dates des 23 et 31 mai 1939, les livrets n<sup>os</sup> 232145 et 357246 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 1<sup>er</sup> juin 1939.

*Annulation de livrets perdus.* — Par décision de M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, en date du 27 mai 1939, les livrets n<sup>os</sup> 463069 et 249734 ont été annulés et remplacés par des nouveaux. — 1<sup>er</sup> juin 1939.

475  
~~505~~

**Avis. — Emprunt grand-ducal 3,5% 1935 de 40 millions.**

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 3,5% de 1935, remboursables le 15 août 1939, a donné le résultat suivant :

*Lit. A. 80 obligations à 1.000 fr.*

1711	2191	3291	4921	5011	6451	7021	8661
1712	2192	3292	4922	5012	6452	7022	8662
1713	2193	3293	4923	5013	6453	7023	8663
1714	2194	3294	4924	5014	6454	7024	8664
1715	2195	3295	4925	5015	6455	7025	8665
1716	2196	3296	4926	5016	6456	7026	8666
1717	2197	3297	4927	5017	6457	7027	8667
1718	2198	3298	4928	5018	6458	7028	8668
1719	2199	3299	4929	5019	6459	7029	8669
1720	2200	3300	4930	5020	6460	7030	8670

*Lit. B. 12 obligations à 5.000 fr.*

69	153	427	601	803	905
70	154	428	602	804	906

*Lit. C. 20 obligations à 10.000 fr.*

19	192	311	680	889	1135	1309	1560	1780	2039
93	279	472	790	991	1204	1428	1670	1917	2249

Les obligations suivantes, remboursables depuis le 15 août 1938, n'ont pas encore été présentées au remboursement : Lit. A. n° 5371 et 5372.

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse générale de l'Etat et aux caisses des comptables de l'administration des Postes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 7 juin 1939.

**Agents d'assurances agréés pendant le mois de mai 1939.**

N° l'ordre	Nom et domicile	Compagnies d'assurances	Date
1	Backes Jean, Ettelbruck	Le Foyer	17
2	Bernardy Jean, Luxembourg	Terra	11
3	Besch François, Luxembourg	Terra	31
4	Hoffmann Léon, Canach	Terra	2
5	Jost Paul, Niederwiltz	Phénix Paris	25
6	Mossong Jean-Pierre, Beaufort	La Luxembourgeoise	11
7	Origer Emile, Esch-s.-Alz.	Bâloise-Incendie	11
8	Weiler Jean, Luxembourg	Le Foyer	17

— 5 juin 1939.

476  
506

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% 1936 de 50 millions.**

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% 1936 de 50 millions, remboursables le 15 juillet 1939, a donné le résultat suivant :

*Lit. A. 110 obligations à 1.000 fr.*

341	1101	2341	4011	5411	7121	7591	9551	10981	13851	14251
342	1102	2342	4012	5412	7122	7592	9552	10982	13852	14252
343	1103	2343	4013	5413	7123	7593	9553	10983	13853	14253
344	1104	2344	4014	5414	7124	7594	9554	10984	13854	14254
345	1105	2345	4015	5415	7125	7595	9555	10985	13855	14255
346	1106	2346	4016	5416	7126	7596	9556	10986	13856	14256
347	1107	2347	4017	5417	7127	7597	9557	10987	13857	14257
348	1108	2348	4018	5418	7128	7598	9558	10988	13858	14258
349	1109	2349	4019	5419	7129	7599	9559	10989	13859	14259
350	1110	2350	4020	5420	7130	7600	9560	10990	13860	14260

*Lit. B. 14 obligations à 5.000 fr.*

	77	355	453	1079	1263	1855	2113
	78	356	454	1080	1264	1856	2114

*Lit. C. 17 obligations à 10.000 fr.*

188	476	797	978	1540	1785	1964	2116	2229
205	505	850	1073	1701	1801	2085	2140	

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg à la Caisse générale de l'Etat et aux caisses des comptables de l'administration des Postes et Télégraphes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 7 juin 1939.

**Associations syndicales.** — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'établissement d'une conduite d'eau pour parcs à bétail au lieu-dit « Am Kuhweg », à Koerich, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Koerich. — 6 juin 1939.

— Conformément à l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour drainage de prés au lieu dit: « Lehrbach », à Heiderscheid, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Heiderscheid. — 6 juin 1939.

**Avis. — Règlements communaux.** — En séance du 4 février 1935, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a voté un règlement concernant l'hygiène publique. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

— En séance du 31 mars 1939, le conseil communal de Kayl a édicté un règlement complémentaire concernant l'hygiène publique. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié. — 2 juin 1939.

— En séance du 28 avril 1939, le conseil communal d'Ettelbruck a édicté un règlement concernant l'heure de fermeture des cabarets. — Le dit règlement a été dûment approuvé. — 6 juin 1939.

~~477~~  
507

**Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1936 de 48.726.000 fr. (II<sup>e</sup> tranche).**

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1936 de 48.726.000 fr. (II<sup>e</sup> tranche), remboursables le 1<sup>er</sup> août 1939, a donné le résultat suivant :

*Lit. A : 165 obligations à 1.000 fr.*

16	496	1561	2231	2986	3471	4336	5121	6206
17	497	1562	2232	2987	3472	4337	5122	6207
18	498	1563	2233	2988	3473	4338	5123	6208
19	499	1564	2234	2989	3474	4339	5124	6209
20	500	1565	2235	2990	3475	4340	5125	6210
156	1006	1706	2481	3021	3596	4401	5261	
157	1007	1707	2482	3022	3597	4402	5262	
158	1008	1708	2483	3023	3598	4403	5263	
159	1009	1709	2484	3024	3599	4404	5264	
160	1010	1710	2485	3025	3600	4405	5265	
201	1136	1826	2651	3116	3871	4646	5396	
202	1137	1827	2652	3117	3872	4647	5397	
203	1138	1828	2653	3118	3873	4648	5398	
204	1139	1829	2654	3119	3874	4649	5399	
205	1140	1830	2655	3120	3875	4650	5400	
346	1296	2121	2741	3231	4286	4906	5621	
347	1297	2122	2742	3232	4287	4907	5622	
348	1298	2123	2743	3233	4288	4908	5623	
349	1299	2124	2744	3234	4289	4909	5624	
350	1300	2125	2745	3235	4290	4910	5625	

*Lit. B. : 40 obligations à 5.000 fr.*

2	201	414	529	755	958	1090	1206	1470	1603
127	206	465	638	760	997	1105	1237	1484	1668
154	350	479	650	825	1003	1138	1331	1570	1684
196	399	510	689	853	1062	1162	1347	1591	1700

*Lit. C. : 9 obligations à 100.000 fr.*

19	31	63	108	132	211	238	252	312
----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

L'obligation lit. A. n<sup>o</sup> 6346, remboursable depuis le 1<sup>er</sup> août 1937, ainsi que l'obligation lit. B. n<sup>o</sup> 1132, remboursable depuis le 1<sup>er</sup> août 1938, n'ont pas encore été présentées au remboursement.

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Caisse générale de l'Etat et aux caisses des comptables de l'administration des Postes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 7 juin 1939.

478  
508

**Avis. — Titres au porteur.** — Il résulte d'un exploit de l'huissier Math. Hommel à Luxembourg, en date du 3 juin 1939, qu'il a été fait opposition au paiement des coupons n° 5 à 13 incl. des actions catégorie A « Cegedel » de fr. lux. 500, portant les n° 022050—022054, 015795—015797, 030005, 033395.

L'opposant prétend avoir détruit erronément les coupons en question.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 3 juin 1939.

**Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.**

Communes et sections intéressées	Désignation de l'emprunt	Date de l'échéance	Numéros sortis au tirage :					Caisse chargée du remboursement
			100	200	300	500	1000	
Rumelange	150.000 fr. 3½% de 1895	1 <sup>er</sup> juillet 1939	13			25, 55, 74, 124, 152, 185, 192, 198, 262, 266		Banque Interna- tionale à Luxem- bourg
Rodenbourg (Beidweiler)	5.000 fr. 3½% de 1898	id.	3					id.
Rospport	46.000 fr. 3½% de 1897	id.	12, 53, 126, 133			49		id.
Mertert (Wasserbillig)	43.000 fr. 3½% de 1897	id.	17, 44, 47, 68			17		id.
Manternach (Berbourg)	20.000 fr. 3½% de 1898	id.	12, 77, 92, 152					id.
Betzdorf (Olingen)	20.000 fr. 3½% de 1900	id.	2, 138, 184, 192					id.
Dudelange	100.000 fr. 3½% de 1894	id.	21, 134, 173, 252, 305			202, 270, 279, 367, 396, 580		id.
Luxembourg (ancienne commune de Hamm)	19.900 fr. 3½% de 1896	id.	53, 58, 87, 115, 199					id.
Steinfort	150.000 fr. 4% de 1919	1 <sup>er</sup> août 1939	6, 12, 20, 43			39, 105, 143, 230, 270, 279		id.
Steinfort (Kleinbettingen, Hagen et Steinfort)	32.000 fr.	1 <sup>er</sup> septembre 1939					5	Caisse communale
Kehlen (Olm)	8.000 fr.	1 <sup>er</sup> oct. 1939	10, 64					id.
Kehlen (Kehlen)	60.000 fr.	id.	14, 20, 46, 68			3, 52	16	id.
Kehlen (Nospelt)	60.000 fr.	id.	7, 8, 26, 75			41, 42	3	id.
Septfontaines (Greisch)	35.000 fr.	id.	21, 144				17	id.
Niederanven	30.000 fr.	15 oct. 1939		26, 47	25			id.
Luxembourg (ancienne commune d'Eich)	68.000 fr.	1 <sup>er</sup> nov. 1939	14, 38, 69			19, 24, 101, 106		id.
Bascharage (Linger)	10.000 fr.	id.		8, 33				id.

3 juin 1939.